

Assises des Départements de France

Vendredi 14 novembre 2025

CLÔTURE

Allocution du président François SAUVADET

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Premier ministre, je veux d'abord vous remercier de votre présence. Dans le contexte de tension, de difficultés, d'incertitude, que nous traversons, nous avons besoin d'un dialogue franc et direct avec le Gouvernement. Votre présence ici en ce moment souligne l'attachement que vous portez à nos Départements, que vous connaissez bien.

Chacun ici connaît la difficulté de votre tâche. Vous héritez, et comme ceux qui vous ont précédé, d'une situation complexe sur le plan politique ; inquiétante sur le plan économique ; explosive sur le plan social et sur fond d'une dette abyssale de 3 400 milliards, qu'on ne plus laisser dériver.

Cette situation est inédite, mais cela ne justifie pas de fermer les yeux sur la situation que connaissent nos départements ; Et ça ne peut en aucun cas justifier l'absence de réponse à nos alertes.

Ça fait 3 ans que j'alerte sur la dégradation sans précédent de nos finances départementales.

3 ans qu'on croule sous les dépenses sociales non compensées.

3 ans que j'alerte sur la situation de la protection de l'enfance : on protège aujourd'hui 400.000 jeunes et nous nous sentons bien seuls face aux défis de santé mentale ; de la protection judiciaire et de la jeunesse, qui relèvent de l'État.

3 ans que nous vous alertons face au mur du vieillissement.

Mais rien ne bouge. Rien n'a changé, et la dépense qui nous est imposée poursuit sa course folle !

Et j'éprouve, comme nos compatriotes un sentiment d'abandon. J'ajouterais même un sentiment de colère.

Parce que les chiffres sont là, incontestables et incontestés.

- l'État nous a imposé **6 milliards d'euros de dépenses nouvelles en 2 et demi.**
- Quand dans le même temps, nous avons perdu **8,5 milliards d'euros de recettes.**

Ce que je vous dis là, ce n'est pas de la politique fiction. **Nous ne sommes pas là pour défendre une boutique. Mais pour continuer d'agir au service des Français.**

Ces données, elles sont partagées ; nous les avons mises à disposition. La Cour des comptes, la direction générale des Collectivités locales (DGCL) ont confirmé ces chiffres.

Et pendant que je vous parle, **la situation continue de se dégrader** avec une rapidité sans précédent.

Il y avait 14 départements en difficulté il y a 2 ans ; et à la fin de cette année, il y aura **54 Départements** qui vont se trouver au niveau du seuil d'alerte des 7% de marge brute ; et certains même en marge brute négative !

Tout est sur la table. Tout est vérifiable.

Personne, ne peut dire « je ne savais pas » ;

Et je vous le dis dès maintenant, si rien ne change, c'est la France profonde, ce sont les Français eux-mêmes qui seront impactés.

Songez, Monsieur le Premier ministre, que **près de 70% de nos budgets sont absorbés par des dépenses sociales qui nous sont compensées à moins de 50%**. Des dépenses dont nous ne décidons, ni des montants ni des bénéficiaires.

Je le redis nous sommes attachés à la solidarité. Mais nous sommes bien seuls face au mur de la dépense.

C'est notre mission et nous sommes déterminés à la poursuivre parce que **la solidarité, c'est l'essence même de notre engagement** aux côtés des plus fragiles – où qu'ils vivent, à la ville comme à la campagne.

Et nous n'avons pas le droit de renoncer à cette solidarité du quotidien, au moment où nos compatriotes souffrent ; la solidarité, elle est au cœur du pacte républicain. **Mais nous avons aussi le devoir de vous alerter.**

Parce qu'on est au bout du chemin. Et qu'on ne peut plus faire face.

Et si j'ai une seule demande à formuler **c'est qu'il faut arrêter de charger la barque : elle coule !**

Et ce qui est incompréhensible, c'est qu'on veut nous faire participer au redressement des finances publiques sur des dépenses qui nous sont imposées. On est dans un monde de fous !

On nous avait dit **qu'il n'y aurait qu'1 DILICO**. Et maintenant on se retrouve avec le DILICO 2 ! Au passage, nous sommes passé d'un prélèvement de 220 M€ à 280M€ alors que tout le monde reconnaît nos difficultés. Admettez que c'est ubuesque !

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'a pas fait de propositions ou qu'on aurait encore des marges de manœuvre ! Nous n'avons pas de leçon de gestion à recevoir. Je vais vous le dire comme je le pense : si l'État avait maîtrisé les dépenses aussi bien que les Départements, on ne serait pas à 3 400 milliards d'euros de dette !

On a proposé aux gouvernements successifs un chemin sur le financement des Allocations individuelles de solidarité. **Aucune réponse à ce jour.**

Les conséquences, elles sont simples : **les investissements ont chuté de 10% dans nos Départements.** Ce sont des investissements en moins sur nos routes départementales, dans nos collèges ; sans parler de l'aide aux communes, de la culture, du sport....

Et je veux vous alerter sur la situation de nos **SDIS**, face au changement climatique et à l'évolution des leurs missions. Nous en sommes les principaux financeurs, et on ne pourra pas faire face !

Et je veux poser une question très simple : **quelle France on veut pour demain ? Imaginez un instant que les Départements ne puissent plus assurer leur mission essentielle d'aménagement du territoire ?**

Croyez-moi sur parole, le citoyen n'acceptera pas longtemps de voir les services publics de proximité se déliter sous ses yeux !

Imaginez demain des routes fermées, je pense en particulier à nos routes de montagne...

Imaginez des collèges qu'on ne pourra plus rénover, des pompiers qu'on ne pourra plus équiper ; et des projets communaux qui ne verront jamais le jour...

Et dans la foire aux bonnes idées, certains nous disent qu'il faut encore plus de solidarité entre Départements. Je veux rappeler que nous sommes les seuls à avoir organisé une péréquation !

Et pas qu'un peu : nous avons établi entre nous un système de péréquation sur les DMTO à **1,6 milliard d'euros**.

On ne sauvera pas un Département en en coulant un autre.

Ce qui nous fait défaut, c'est avant tout la solidarité nationale !

Et je veux m'adresser à ceux qui pensent qu'en asphyxiant les Départements, on pourra les faire disparaître plus facilement. Je la connais bien, cette petite rengaine.

Certains ont essayé, mais tous ont échoué. Pour une raison simple, c'est que la France a besoin de ses Départements.

Et cette mosaïque française de nos 104 départements, elle est le fruit de notre histoire.

On est de sa commune, on est de son département.

C'est ça l'identité française.

Chaque jour, les Départements investissent dans le concret — dans la vie réelle des Français — pour que chacun puisse vivre, dignement, là où il a choisi de vivre.

Nous avons un ancrage deux fois centenaire, qui fait de nous les premiers aménageurs de la France vécue.

Nous sommes la clé de voûte de cette France parfois oubliée ; la clé de voûte des réseaux qui relient les communes, qui soutiennent la cohésion, qui maintiennent la continuité du pays.

Nous sommes le seul échelon à pouvoir garantir un accès égalitaire aux services publics, pour tous les citoyens, ruraux comme urbains.

Et j'ajoute que supprimer les Départements, ça ne va pas supprimer la dépense que l'on supporte au quotidien.

L'État ne couvre pas la moitié de nos dépenses d'allocation individuelle de solidarité.

Et, il est des rêveurs pour imaginer que **l'État puisse payer intégralement ce qu'il est incapable de nous compenser partiellement ?**

Prenez l'APA, compensée à 43% ; prenez la PCH, compensé à 30%. Prenez le RSA, compensé à 50%.

J'ai parfois le sentiment **que rien n'a été appris des crises que nous avons traversées**. Ceux qui aujourd'hui s'attaquent aux Départements sont les mêmes qui, hier, dénonçaient le nombre excessif de communes en France...

Il a fallu la crise des Gilets jaunes pour qu'on réalise enfin, que chaque commune compte !

Il a fallu la crise du Covid pour que l'on redécouvre l'agilité des Départements, avec nos 350 000 agents déployés sur l'ensemble du pays, à qui je veux rendre hommage.

Ce sont les élus départementaux et communaux qui renforcent la fraternité et la solidarité.

Pour une raison simple, mais que peine à comprendre la technostructure parisienne : **on ne soigne pas les blessures du quotidien à distance**, mais dans les permanences sociales, les services d'aide à domicile, les collèges, les centres routiers, les PMI, les casernes de pompiers, les mairies et les CCAS.

Vous avez souhaité relancer un débat sur la décentralisation. Nous avons fait des propositions.

Plutôt que d'imaginer un hypothétique « big bang », on ferait davantage œuvre utile à **tirer les enseignements des lois NOTRÉ et MAPTAM.**

Ces lois ont affaibli les libertés locales. Elles ont corseté l'action publique et défait, en 10 ans, ce que des décennies de confiance entre l'État et les collectivités territoriales avaient patiemment construit.

Vous savez j'ai une conviction, monsieur le Premier ministre, que c'est, en ce moment, **une partie du destin français qui est menacé ! Et ce qui est perdu aujourd'hui, on aura beaucoup de mal à le reconstruire.**

Ce que nous demandons, c'est un engagement politique fort, qui nous garantisse **une libre administration effective, et une autonomie fiscale et financière réelle.**

Monsieur le Premier ministre, vous n'êtes pas l'unique responsable de cette situation. Vous cherchez même à nous en sortir. Et je sais votre attachement à nos Départements.

Et j'en appelle à l'esprit de responsabilité, non seulement du Gouvernement, mais aussi des députés et des sénateurs : **il faut qu'on parvienne à avoir un budget pour la France !**

Pour le pays, pour mettre fin à l'incertitude des acteurs économiques ; pour les Français qui se désespèrent. et puis pour nous les Départements.

Mais aujourd'hui nous **attendons des engagements clairs et résolus, dans le cadre des lois de finances pour 2026. Il y a urgence !**

Il y a un effort collectif à faire pour redresser les finances publiques, personne ne le conteste.

- Mais nous avons besoin d'un **fonds de sauvegarde d'urgence pour aider les Départements à passer le cap !**
- **Ce fonds doit être porté à 600 millions pour simplement tenir la tête hors de l'eau des 54 départements les plus fragiles.**
- Et je le dis tout aussi simplement : **il faut renoncer au DILICO.** Avec une épargne nette autour des 300 M€, il n'y a plus rien à ponctionner !

Et puis Monsieur le Premier ministre, **il faut dire Stop aux dépenses nouvelles sans financement, sans compensation. Il faut en finir avec le brouhaha des promesses de l'État que l'on demande aux Départements de financer.**

Je vous le dis, nous refuserons d'engager toute dépense, nouvelle ou supplémentaire, décidée unilatéralement par le Gouvernement, et non compensée intégralement par lui. **C'est le sens de la résolution que nous avons adoptée, lors de ces assises.**

Et puis rapidement, si nous voulons que vive la solidarité humaine et territoriale dans notre pays, il faut **bâtir un financement cohérent, robuste, pérenne et évolutif des AIS et de la protection de l'enfance.**

Mes chers collègues,

Les Départements ont montré leur résilience. et leur capacité à l'innovation. On a tenu bon jusqu'à maintenant.

Les Départements incarnent à la fois la mémoire de la France et la force de ses lendemains.

Mais il y a aujourd'hui urgence.

Nous, présidents des Départements de France, **nous attendons aujourd'hui des réponses !**

Parce que **l'avenir n'attendra pas.**

L'avenir de la France se joue maintenant — avec les Départements ! Vivent les Départements ! Vive la République, et Vive la France ! Je vous remercie.